

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

25 juin 2020

PLFR POUR 2020 - (N° 3074)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

**AMENDEMENT**

N° 1309

présenté par

Mme Fontenel-Personne, M. Giraud, M. Cédric Roussel, M. Travert, Mme Degois, Mme Lenne, M. Batut, Mme Tiegna, M. Fugit, M. Descrozaille, M. Kokouendo, Mme Jacqueline Dubois, M. Haury, M. Testé, M. Pellois, M. Buchou, Mme Brulebois, M. Morenas, Mme Hammerer, M. Cabaré, Mme Vanceunebrock, Mme Thourot, M. Ardouin, Mme Sarles, M. Claireaux, Mme Zitouni, Mme Rossi, Mme Dupont, Mme Saint-Paul, M. Borowczyk, M. Bouyx, M. Vignal, Mme Blanc, Mme Leguille-Balloy, M. Perrot, Mme Melchior, M. Kerlogot, Mme Colboc, M. Mazars, Mme Provendier, Mme Riotton, Mme Krimi, Mme Sylla, M. Rudigoz et M. Jerretie

-----

**ARTICLE 18****Mission « Plan d'urgence face à la crise sanitaire »**

I. – Après le mot :

« qui »,

rédiger ainsi la fin de l'alinéa 5 :

« connaissent une baisse significative de leur chiffre d'affaires entre le 15 mars et le 15 mai 2020 par rapport à la même période de l'année précédente, à défaut sur la moyenne du chiffre d'affaires de l'année précédente. »

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

Le présent amendement vise à intégrer dans le dispositif d'exonération de cotisations patronales, les secteurs en amont ou en aval des secteurs du tourisme, de la restauration, du sport, de la culture, du transport aérien et de l'événementiel.

L'activité de ces secteurs sont interdépendants les uns des autres à l'image des nombreux bassins de vie que nous avons sur l'ensemble de nos territoires. Du fait de la pandémie du covid-19, nombre d'entre eux ont pu démarrer leur saison estivale, mais uniquement de façon très dégradée. Sans ces secteurs d'activités connexes au secteur touristique par exemple, c'est l'économie touristique de nos territoires qui est menacée ainsi que l'ensemble de la chaîne de valeur, d'emploi et de lien social.

Il est donc indispensable d'intégrer dans le dispositif d'exonération de contributions sociales mentionnées au I de l'article L. 241-13 du code de la sécurité sociale à l'exception des cotisations affectées aux régimes de retraite complémentaire légalement obligatoires, les activités connexes qui connaissent une forte baisse significative de leur chiffre d'affaires et qui sont indispensables dans nos territoires et bassins de vie économique, à l'image des commerces de détail en zone touristique.